

Les crédits

des régions qui prennent déjà en compte les paramètres de la nouvelle concurrence internationale.

Le dossier du fédéral dans les régions n'est pas très convaincant et reluisant. Je crois que les devoirs sont à refaire prestement. Pour les contribuables, il est navrant de voir ces derniers gaspiller de façon si évidente.

Le développement harmonieux de nos régions exige une meilleure cohérence des interventions gouvernementales à tous les niveaux. À ce chapitre, constatant l'inefficacité du fédéral en ce domaine, le meilleur service qu'il pourrait rendre aux régions serait de se retirer de ce secteur, comme le demande l'ensemble des intervenants socio-économiques et de transférer au Québec toutes les sommes provenant de ces programmes de développement économique ayant un impact en région.

Évidemment, un Québec souverain réglerait toute cette question.

[Traduction]

M. Sarkis Assadourian (Don Valley-Nord): Monsieur le Président, j'ai suivi les observations de la députée, qui a fait la démonstration qu'aucun programme fédéral de développement régional n'était efficace.

J'aurais voulu qu'elle donne des exemples tirés de sa propre province dont le gouvernement fédéral pourrait reprendre le modèle dans toutes les autres régions.

La députée aurait-elle l'obligeance de nous donner des exemples d'initiatives que le gouvernement de sa province a prises pour favoriser le développement régional au Québec?

[Français]

Mme Guay: Monsieur le Président, je viens de donner un exemple de problématique dans mon comté et je pense qu'à travers le Québec et à travers le Canada, il y a plusieurs exemples de fonctionnement, de chevauchements et de dédoublements de cet ordre-là. Je pense que le député lui-même doit en avoir dans son comté.

Je n'ai pas d'exemples supplémentaires à lui soumettre, sauf que je sais que dans mon secteur et au Québec en particulier, il y a d'énormes problématiques. Le BFDRQ ne fait pas son travail comme il devrait le faire et le Québec fait le sien de son côté. Je demande à l'honorable député de vérifier lui aussi dans son secteur, il doit sûrement avoir certaines problématiques du même genre.

M. Paul Crête (Kamouraska—Rivière-du-Loup): Monsieur le Président, mon commentaire porte sur le fait que le discours de la députée va exactement dans le même sens que le résultat d'un sondage de l'Institut Gallup où on dit qu'il y a présentement 82 p. 100 des Québécois qui affirment que les libéraux ne gèrent pas l'économie efficacement, en Colombie-Britannique, 60 p. 100 sont du même avis, 52 p. 100 dans les provinces Atlantiques, 49 p. 100 dans les Prairies et 48 p. 100 en Ontario.

Ma question à la députée est la suivante: On voit dans les résultats de ce sondage-là que plus on s'éloigne de la capitale, dès qu'on est dans l'arrondissement d'Ottawa, le taux d'insatis-

faction est plus grand. Ne croit-elle pas que c'est la preuve que le développement régional, non seulement au Québec, mais dans les Maritimes et dans l'Ouest, les structures de développement régional, les programmes gouvernementaux de développement régional, ne répondent d'aucune façon aux besoins locaux de chacune de ces régions-là? Cela a pour conséquence que les programmes mur à mur, à la grandeur du Canada, ne s'ajustent à aucune des pièces dans le Canada.

Mme Guay: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de Kamouraska—Rivière-du-Loup. C'est sûr que cela ne fonctionne pas, parce que dans toutes les régions, les besoins diffèrent. Dans ma région, on a déjà des associations, des regroupements qui font des études d'impacts économiques, des études de développements régionaux pour cette région précisément, et ces études ne sont pas prises au sérieux. Il y a du travail qui est fait dans ces colloques, dans ces rencontres. Parfois, cela prend deux, trois, quatre, cinq mois pour faire une étude sérieuse.

• (1345)

On nous remet des études, mais le gouvernement fédéral n'en tient pas compte. Le BFDR ne travaille pas du tout avec nous sur ce plan. On a toujours eu des problèmes. On essaie, mêmes nous, les députés, d'avoir de l'information par ces bureaux et il n'y a rien qui bouge. C'est gelé. C'est sûr que le développement régional doit passer par les régions. On est tannés de voir les jeunes quitter les régions, s'en aller dans les grands centres urbains parce qu'on n'a pas de job à leur offrir, on n'a rien à leur offrir.

C'est sûr que si on a nos outils de développement, et au Québec, je pense qu'on est très bien structurés pour se développer en régions et si on nous laisse le faire ce développement c'est sûr qu'on sera prospères. Mais d'ici là, et tant que le gouvernement fédéral va être borné à essayer de tout contrôler, de tout centraliser et à ne rien laisser décider par les auteurs de ces régions, c'est bien dommage, mais on vivra dans la misère comme en ce moment.

[Traduction]

M. Dennis J. Mills (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir prendre part à ce débat aujourd'hui, car l'enjeu, me semble-t-il, est de savoir qui peut parler au nom du Canada.

Je ne crois pas que le débat puisse aboutir aujourd'hui avec le Bloc québécois, parce que ces députés ne croient pas au Canada. Ce sont des séparatistes. Ils ne veulent pas admettre la présence fédérale, la présence du gouvernement canadien au Québec. Tant qu'ils chercheront à détruire le Canada, le débat n'ira pas très loin.

À vrai dire, le gouvernement d'Ottawa est un gouvernement national, mais il est à la tête d'un des pays les plus décentralisés du monde. De nombreux députés ont donné des exemples très concrets aujourd'hui.

Nous avons un organisme décentralisé dans la région de l'Atlantique, l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, organisme du gouvernement canadien qui travaille sur le